L'aide au développement et les sociétés en quête de cohésion

Serge Graziani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/887>

DOI : 10.4000/quaderni.887

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2015

Pagination : 9-17

Référence électronique

Serge Graziani, « L'aide au développement et les sociétés en quête de cohésion », *Quaderni* [En ligne], 87 | Printemps 2015, mis en ligne le 05 mai 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/887> ; DOI : 10.4000/quaderni.887

L'aide au développement et les sociétés en quête de cohésion

Serge
Graziani

Docteur en science politique

Favorisée par le nouvel ordre issu de la Seconde Guerre mondiale, et portée par l'aspiration des peuples à se gouverner eux-mêmes, la décolonisation a bouleversé l'équilibre des relations internationales et remis en cause la suprématie de l'Europe sur de vastes étendues de territoire aux quatre coins de la planète. Parfois douloureuse, souvent pacifique, la décolonisation n'a pourtant pas conduit les peuples concernés à rétablir des ponts avec leur passé ou à retrouver le fil de leurs traditions. Pour ces pays débute alors une quête identitaire qui prendra notamment la forme de récits collectifs. En revanche, mues par le souci de rester proches de leurs anciennes colonies devenues indépendantes et de conserver avec elles des liens d'amitié, mais aussi des liens politiques et économiques, les ex-puissances coloniales allaient proposer de convertir leur anciennes administrations en assistance technique et financière, dans le cadre d'accords de coopération qui, s'ils anticipent déjà certains des principes de l'aide au développement, prolongent aussi d'une certaine manière les anciennes dépendances. La volonté d'être maître de son destin et d'avoir un mode de vie moderne, mais conforme à des aspirations s'affirme dès l'entre-deux-guerres et contribue à l'accession des peuples africains à l'indépendance et au réinvestissement des valeurs culturelles. Pourtant, parvenues à leurs fins, ces élites vont devoir composer avec la réalité car il apparaît très vite que la décolonisation « *est un processus global qui va bien au-delà de l'acte formel qui a levé l'état de sujétion politique*¹ ». Pour ces élites, il fallait dans l'urgence et dans le même temps résoudre un immense défi : construire des États modernes, sur le modèle des États nationaux européens, et organiser des sociétés ayant des caractéristiques nationales par lesquelles il

s'agissait de faire partager, malgré les diversités ethniques, linguistiques, et religieuses un sentiment d'appartenance à une identité commune.

Sur fond de sentiment de dépérissement des cultures traditionnelles, et d'inquiétude face aux mutations du monde, le problème de la cohésion des sociétés en développement au regard de leurs cultures est un débat récurrent depuis les indépendances. Entre volonté de rester fidèle aux traditions et adaptation nécessaire aux conditions de vie moderne, ce débat n'a cessé de se relancer et d'interroger les élites sur le sens de leurs engagements. Peu ou prou, une page de l'histoire semble devoir se tourner, mais il reste d'une certaine manière à savoir comment vont s'écrire les suivantes. En la matière, s'il apparaît que le monde est appelé à avoir « *un destin multiculturel* ² », le débat sur la cohésion des sociétés en développement porte sur la nature du développement souhaitable, sur la diversité ethnique et culturelle et sur les valeurs.

Observant les évolutions de l'Afrique contemporaine, Georges Balandier indique que cette dernière « *se construit avec ce qu'elle retient de son héritage et ce qu'elle domestique venant de la modernité* ³ ». Partie prenante de l'histoire contemporaine de l'Afrique, l'aide au développement entretient néanmoins un rapport complexe avec les processus de formation des ensembles nationaux notamment dans le cas des sociétés issues de la décolonisation. Des tensions sont perceptibles. Ainsi, en même temps qu'elle influe sur les évolutions de ces pays, qu'elle en précipite même les mutations, elle contribue aussi à les éloigner de leur écologie originelle, voire dans certaines situations à fragiliser les premiers

acquis de la modernisation. Dès lors, appréhender *in abstracto* la contribution de l'aide au développement à la cohésion des sociétés nationales, c'est aussi envisager le processus par lequel ces sociétés s'approprient le changement et comprendre comment les y aider. L'aide publique au développement, comprise comme réponse de la communauté internationale aux problématiques du développement durable et de réduction de la pauvreté⁴, est sujette à débats et critiques⁵ mais elle a permis d'améliorer la situation de nombre de pays en contribuant à accroître les rendements agricoles, à améliorer la disponibilité des services collectifs de base et à faciliter l'insertion dans les échanges internationaux. S'il est constant que le développement économique est l'enjeu central du développement, la cohésion des sociétés en développement, souvent soumises à des tensions internes et à d'importants déséquilibres territoriaux, n'est pas un enjeu qui pourrait être négligé. Les problématiques de cohésion des sociétés en développement sont d'autant plus complexes que le champ des pratiques culturelles, où agissent une partie des facteurs de cohésion, est marqué par un mouvement de recomposition des identités. Par ailleurs, si l'aide au développement favorise la croissance économique, et se voudrait dotée d'une relative neutralité, elle n'est pas sans effet sur la cohésion de ces sociétés d'autant que la synchronisation des acteurs et des bénéficiaires de l'aide s'avère délicate.

Des identités en mouvement

La colonisation avait, souvent par la violence⁶, instauré des liens de dépendance et de domination par lesquels avait été exploitées des richesses, dicté l'échelle des valeurs et fixé des normes de

droit. Cette entreprise s'est accompagnée d'une dépossession des représentations du monde et de l'histoire au profit de visions euroéo-centrées⁷. Avec les indépendances, des droits politiques ont été acquis, mais les aspirations culturelles et identitaires portées par les élites qui avaient été actives ont du mal à être partagées. La recherche de nouveaux ancrages identitaires devient une préoccupation essentielle : dès lors, le secteur éducatif, malgré un manque chronique de moyens, concentrera nombre de tensions car, dans bien des pays, « *le choix des matières ou des langues d'enseignement est le reflet d'un tiraillement entre revendication nationale et héritage colonial*⁸ ». Les sociétés africaines issues de la colonisation sont traversées par de multiples clivages, notamment ethniques et linguistiques, qui limitent leur cohésion. Dans ce contexte, les problèmes posés par le chômage, l'appropriation des terres, l'urbanisation effrénée et le délaissement des campagnes peuvent être sources de conflits sociaux et accentuer l'impression d'échec des gouvernants confrontés à de multiples contraintes nées notamment des politiques d'ajustement structurel. Dès lors, la déception s'accompagne de frustrations et de rancœurs et certains ont même pu éprouver une certaine nostalgie de la colonisation⁹. Pourtant, contre toute attente, les désordres d'un temps peuvent être à l'origine de changements dans un autre.

Georges Balandier a fait de la confrontation des sociétés traditionnelles à la modernité son terrain d'étude. Contre la tradition ethnologique¹⁰, il a montré que face notamment aux problématiques de l'urbanisation, les sociétés africaines n'étaient pas figées dans des structures immuables mais qu'elles recélaient au contraire leurs propres

dynamiques. L'aptitude au changement de ces sociétés devait donc être réévaluée¹¹. Ainsi, « *l'utilisation des modèles traditionnels et le choix des modèles empruntés à la société coloniale se font d'une manière fonctionnelle : c'est-à-dire à partir des besoins nouveaux exprimés par les catégories sociales et les individus les plus sensibilisés*¹² ». Certes, le processus d'acculturation était déjà à l'œuvre, mais avec le temps et l'expérimentation de nouvelles pratiques favorisées par la scolarisation, le *désordre* mis dans la culture traditionnelle pouvait participer de nouvelles formes de cohésion sociale. De fait, si le processus de dépossession culturelle et l'introduction puis la généralisation de l'écriture ont, comme l'a mis en évidence Jack Goody¹³, ébranlé les bases des sociétés traditionnelles, marquées par la centralité de l'oralité et du processus collectif de transmission des savoirs, ces bouleversements auront des effets déterminants dans le futur en créant pour elles les conditions d'un « *accès à des aires linguistiques internationales*¹⁴ ». Pourtant, dans le même temps où émergent des signes tangibles de modernité, liés en particulier à la généralisation de l'écrit, à la diffusion du raisonnement causal par l'école et au développement des médias, coexistent des pratiques et des formes de croyance ancestrales témoignant, comme l'a révélé Éric de Rosny, dans le récit désormais classique de ses expériences avec les maîtres de la nuit en pays douala¹⁵, de la complexité de l'univers symbolique des sociétés traditionnelles. Dès lors, pour Achille Mbembe, comme pour Georges Balandier, la situation de l'Afrique postcoloniale, confrontée à de multiples contraintes, poussée malgré elle au changement permanent, est passablement ambiguë. Elle est en quelque sorte « *un emboîtement de présents, de*

passés et de futur¹⁶ ». Cette situation est celle d'un monde en profonde recomposition sur la base de l'apport de plusieurs héritages se matérialisant par des formes, des signes et des langages qui traduisent non pas un cheminement linéaire¹⁷, qui serait marqué par un progrès par étapes, mais un bouillonnement échappant aux schémas conventionnels. Ces formes, signes et langages sont en fait « *l'expression du travail d'un monde qui cherche à exister par soi¹⁸* ».

Désormais, dans les grandes agglomérations africaines où se joue quotidiennement la confrontation à la modernité et à la mondialisation alors que les campagnes restent peu ou prou, malgré l'arrivée des réseaux de téléphones portables et des services bancaires associés, le siège des traditions, des *royaumes* et des *chefferies* traditionnelles, le processus de construction identitaire et d'affirmation de la volonté d'être soi passera moins par la redécouverte des trésors oubliés des traditions et de la culture des ancêtres que par une entreprise de reconstruction / mutation / transformation de signes, expressions et figures symboliques portées elles-mêmes par de nouvelles langues. Dès lors, on peut observer aujourd'hui que l'essor, comme dans bien d'autres villes d'Amérique ou d'Europe, de groupes de musiciens et danseurs se référant explicitement à la culture « rap », et qui en abordent notamment tous les codes vestimentaires, accentue la tendance à la *folklorisation* des chanteurs et danseurs traditionnels. Pourtant, loin d'être relégués au statut de musées vivants, les chanteurs et danseurs traditionnels restent présents dans les grandes occasions de la vie sociale et remplissent toujours une fonction de transmission. Celle-ci consiste aujourd'hui, d'une certaine manière, à rappeler

aux élites, acquises à la modernisation, où sont leurs origines et leurs engagements au regard de leurs communautés originelles.

Soumise à de fortes pressions au changement, la cohésion des sociétés en développement est fragilisée. Dépendant de multiples facteurs, des pratiques de sociabilité aux représentations communes de l'avenir en passant par l'équilibre des institutions, celle-ci forge pourtant la capacité de résilience. Déjà éprouvée par les évolutions qui traversent le champ des pratiques culturelles et des identités, l'accentuation des clivages ethniques et religieux aggrave désormais les fragilités. Pour être anciens, ces clivages ont cependant vu leurs intensités s'accroître ces dernières années notamment en Afrique subsaharienne. Les conflits nés de ces tensions, s'ils handicapent globalement la capacité de résilience de ces sociétés, limitent aussi les efforts des partenaires de l'aide même dont les populations concernées auraient le plus besoin.

La fausse neutralité de l'aide

Loin d'attacher une véritable importance à l'émergence de ces signes et à leurs effets, concentrée sur ses projets, la conception contemporaine de l'aide au développement se voudrait au contraire dotée d'une certaine neutralité technique. Pourtant, si elle entend répondre à des besoins collectifs considérés comme essentiels (nutrition, santé, éducation, réseau routier...), elle est aussi vecteur d'influences qui participent implicitement de la modernisation des modes de vie et accentuent le détachement des élites, désormais essentiellement urbaines, de leurs cultures traditionnelles. Marquée à la fois par la rationalité de

ses *process* techniques et par un tropisme économique fort, l'aide au développement fonctionne sur la base de grands principes déterminés dans les enceintes internationales et de programmes sectoriels structurés. Elle appréhende les réalités complexes des pays en développement à travers des indicateurs qui, tel l'indice de développement humain (IDH), permettent d'apprécier la situation d'un pays ou d'un territoire à un moment donné. Dans cette perspective, l'aide au développement contribue à rééquilibrer les rapports économiques dissymétriques entre pays riches et pays pauvres constituant ainsi les prémices d'une politique publique de redistribution des richesses à l'échelle mondiale suivant des objectifs de développement durable¹⁹.

Pourtant, l'aide au développement n'est pas un long fleuve tranquille. Conçue au regard de cadres techniques censée garantir son efficacité, elle est malgré cela en tension permanente entre des volontés, des représentations et des temporalités contradictoires. Ainsi, l'offre de développement, qui vise principalement à la satisfaction des besoins essentiels des populations et à doter les pays pauvres des prérequis de la modernité, se conjugue difficilement avec les aspirations des sociétés en développement à affirmer leurs identités, et donc aussi à faire valoir leurs points de vue face aux experts, ce qui indubitablement a un coût en termes d'appropriation et d'efficacité de l'aide²⁰. En outre, tandis que l'évaluation des besoins réels des pays bénéficiaires est soumise à l'examen des pays donateurs, notamment dans le cadre de l'aide bilatérale, ces derniers peuvent eux-mêmes poursuivre des stratégies individuelles. Désormais, si le principe du déliement de l'aide et le recours aux organismes multilatéraux permet

d'assainir les relations entre pays bénéficiaires et pays donateurs, il est néanmoins constant que l'efficacité de l'aide dépend surtout de la qualité de son appropriation par les bénéficiaires et donc du processus qui, en interne, en assure sa mise en œuvre.

L'aide au développement n'est pas neutre. En même temps qu'elle contribue à la diffusion du progrès à travers des savoir-faire et des bonnes pratiques, elle peut aussi accroître l'entropie à laquelle sont généralement exposées les sociétés notamment lorsqu'elles sont en développement. Ainsi, non seulement les évolutions technologiques remettent sans cesse en cause leurs acquis, mais des réformes successives, dans le champ de l'administration publique notamment, les fragilisent sans pour autant apporter de solutions décisives aux défaillances qui justifient initialement les réformes... Dans les sociétés en développement, pour de multiples raisons, le temps de sédimentation des savoirs et des pratiques est plus long : aussi soumettre, au nom du développement, les premières au rythme adopté par ces dernières, c'est prendre le risque de générer plus de désordre dans le désordre et donc de ruiner les efforts de cohésion que ces sociétés ont pu accomplir. Si la réforme n'est pas un objectif en soi, ce constat ne doit pas pour autant encourager à l'inaction, mais inciter à une approche coût / avantage plus fine des projets tout en prenant en compte la dimension de l'intérêt général.

La difficile synchronisation des temps de l'aide

L'expérience montre que le rapport au temps, au croisement des intérêts des uns et des autres, joue un rôle déterminant et catalyse à lui seul

nombre de tensions dans le système d'aide international. Ainsi, les attermoissements des sociétés en développement, qui peuvent avoir pour cause les défaillances de l'administration à s'organiser et à répondre dans les temps à la disponibilité de l'offre, s'opposent à la durée limitée des programmes d'aide qui, délimités quant à leurs objets, le sont aussi dans le temps. À cette première série d'oppositions en répond une autre qui réside dans l'urgence des besoins des pays en développement face aux délais d'instruction et de mise en œuvre des programmes d'aide élaborés par les pays contributeurs. Les conflits de temporalité ne sauraient donc se limiter à la classique opposition entre le temps long, qui serait la caractéristique des pays bénéficiaires, et le temps court qui serait celle des bailleurs alors même que ces derniers sont souvent capables, lorsqu'ils ont une pratique ancienne de l'Afrique et du développement, de porter une vision de long terme conforme à l'intérêt des bénéficiaires eux-mêmes. La synchronisation des temps entre les acteurs / partenaires est au cœur du processus de l'aide au développement et sans doute la clef de son succès sur le long terme. Désormais l'évolution dans le développement, conformément aux standards retenus par les institutions internationales, se mesure par référence à la croissance du produit intérieur brut et au regard de la situation des IDH²¹ auxquels contribuent les acteurs du développement via la promotion des OMD²². Pour autant, si l'appréciation de la croissance réelle des pays en développement peut être sujette à caution, en raison notamment de la part très importante de l'économie informelle²³ et de la fiabilité incertaine des statistiques, il n'en reste pas moins que des évolutions sont sensibles²⁴. Ainsi, dans une Afrique en forte croissance démo-

graphique – et désormais tournée vers l'Asie²⁵ – le développement se traduit par une augmentation rapide de la consommation intérieure de la plupart des pays. Dans ce contexte, se pose alors la question de la soutenabilité de ce mode de développement au regard des enjeux climatiques et environnementaux. Pour les économistes, la croissance, pour être soutenable, « *ne doit pas excéder le taux de renouvellement des richesses environnementales*²⁶ » ce qui implique alors, pour les pays en développement, une grande maturité dans leurs choix économiques. Bien que l'aide au développement ne soit pas une science exacte, l'expérience montre néanmoins que s'il n'y a pas une solution idoine adaptable à toutes les situations, il existe cependant une multiplicité de chemins spécifiques pour réussir le développement. Dans cette perspective, « *l'innovation, l'expérimentation, et l'apprentissage sont donc l'essence de l'économie du développement*²⁷ ».

Conclusion

Les problématiques de cohésion des sociétés en développement sont à appréhender au regard d'un contexte marqué par la recherche de nouveaux ancrages identitaires. Certes, on peut observer que les pratiques et les références culturelles ont évolué suivant des tendances de fonds propres à la mondialisation, cependant, les vecteurs traditionnels d'identités collectives peinent désormais à réunir les populations alors même que les structures publiques restent insuffisantes. Dans un cadre national en recomposition, les matrices symboliques sont désormais mouvantes. La contribution de l'aide au développement à la cohésion de ses sociétés apparaît incertaine d'autant que les facteurs de désagrégation se

renforcent. Si le développement renvoie à un processus de modernisation des sociétés fondé sur l'acquisition d'infrastructures, de méthodes et de valeurs, certaines formes d'aide peuvent être un facteur de fragilisation de sociétés déjà confrontées à la pression au changement. Dès lors, en tension entre des représentations, des objectifs et des temporalités différentes, l'aide au développement doit faire l'objet d'une évaluation exigeante tant des besoins que des moyens qui lui sont consacrés.

N · O · T · E · S

1. Bernard Droz *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*. Le Seuil, 2006, p. 302.
2. Philippe d'Iribarne (dir) *Culture et mondialisation. Gérer par-delà les frontières*. Le Seuil 1998, p. 323.
3. Georges Balandier *Afrique ambiguë*. Terre humaine. Plon, 1957. Préface 2007.
4. Sur les évolutions de l'APD voir le dossier *Histoire de l'aide* in *Afrique contemporaine* n° 235, 2010.
5. Sur ce débats, Dambisa Moyo *L'aide fatale : Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Lattès, 2009.
6. Jacques Frémeaux *De quoi fut fait l'empire. Les guerres coloniales au XIX^e siècle*. CNRS édition, 2010.
7. Jack Goody *Le vol de l'histoire* Gallimard, 2010.
8. Pourtier Roland, *L'éducation, enjeu majeur de l'Afrique post-indépendances. Cinquante ans d'enseignement en Afrique ? Un bilan en demi-teinte, Afrique contemporaine*, 2010/3 n°235, pp. 101-114.
9. Voir le dossier *Politiques de la nostalgie* in *Politique africaine* n°135, Octobre 2014.
10. Robert Deliége *Une histoire de l'anthropologie*, Le Seuil, 2006.
11. Georges Balandier, *Anthropologie politique*. PUF, 1967.
12. Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* (1959), PUF coll Quadriga, 1982, p. 276.
13. Jack Goody, *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*. Minuit, 1979.
14. Philippe Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, Armand Colin, 2013, p. 18.
15. Éric de Rosny *Les yeux de ma chèvre*, Terre humaine Plon, 1981.
16. Achille Mbembe *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Kartala, 2000, p. 20.

17. On peut avoir une représentation particulièrement révélatrice de l'idée de progrès dans les arts, en Europe, à la lecture des célèbres « *Vite* » de Giorgio Vasari publiés pour la première fois à Rome en 1550.

18. Achille Mbembe *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, La découverte, 2013, p. 203.

19. Voir notamment le dossier *Réduire les inégalités : un enjeu de développement durable*. Rémi Genevey, Rajendra K. Pachauri, Laurence Tubiana in *Regards sur la Terre*, Armand Colin, 2013.

20. Sur ce sujet voir Alain Henry *Les experts et la décentralisation. Effets d'illusion au Cameroun*, in Philippe d'Iribarne (dir) *Culture et mondialisation. Gérer par-delà les frontières*. Op cit. p. 195.

21. L'indice de développement humain (IDH) est un indice statistique composite, créé par le PNUD pour évaluer le niveau de développement des pays du monde. Il se fonde sur trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie.

22. Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont au nombre de huit, adoptés en 2000 avec la Déclaration du millénaire des États membres de l'ONU et différentes organisations internationales ; ils devaient être atteints pour 2015. Ils recouvrent de grands enjeux humanitaires comme la réduction de l'extrême pauvreté, celle de la mortalité infantile, la lutte contre les épidémies, ou l'accès à l'éducation et au développement durable.

23. Sur cette question voir notamment Jean-Pierre Cling, Stéphane Lagrée, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, *L'économie informelle dans les pays en développement*. AFD, 2012.

24. Voir sur cette question le dossier *Mesure pour mesure : sait-on mesurer vraiment le développement ?* in *Revue économique du développement* n° 2, 3, 2011.

25. Sur cette question voir notamment Jean-Raphaël Chaponnière, Dominique Perreau, Patrick Plaine *L'Afrique et les grands émergents*, AFD, 2013 ; Jean-

Joseph Boillot, Stanislas Dembinsky *Chindiafrique* Odile Jacob. 2013.

26. Jean Paul Deléage *Un développement soutenable ?* in *Croissance, emploi et développement*, La Découverte, 2013, p. 113.

27. Alain de Janvry et Elisabeth Sadoulet *Soixante ans d'économie du développement*, *Revue d'économie du développement* n° 2-3, 2013, p. 15.

R · É · S · U · M · É

Le problème de la cohésion des sociétés en développement doit être appréhendée au regard de leur recherche de nouveaux ancrages identitaires. Si les pratiques culturelles ont évoluées au rythme de la mondialisation, les traditionnels vecteurs des identités collectives peinent désormais à réunir les populations alors même que les structures publiques restent insuffisantes. Dans un cadre national en recomposition, les références symboliques sont désormais mouvantes. La contribution de l'aide au développement à la cohésion de ses sociétés apparaît dès lors incertaine. Si le développement renvoie à un processus de modernisation des sociétés fondé sur l'acquisition d'infrastructures, de méthodes et de valeurs, certaines formes d'aide peuvent fragiliser des sociétés déjà confrontées au changement. En tension entre des représentations, des objectifs et des temporalités différentes, l'aide développement doit alors faire l'objet d'une évaluation exigeante tant des besoins et que des moyens qui lui sont consacrés.

Abstract

The issue of cohesion for developing societies should be tackled in view of their quest for new identity anchoring. Whereas cultural practices have evolved as globalization continues to expand, the traditional vehicles of collective identities have experienced difficulties in bringing people together, when public institutions are not yet fully developed. In a reshaping national framework, symbolic references have become unstable. The input of development assistance to the cohesion of these societies appears from now on unpredictable. If by development one understands a modernization process of these societies based on acquiring infrastructure, methods and values, then some aid modalities can undermine societies confronted with

change. In tension between different representations, objectives and temporalities, development assistance, through both its needs and resources, must be the subject of a demanding evaluation.